

V. Référentiel national de financement partenarial des services de médiation familiale

Le référentiel national de financement partenarial des services de médiation familiale, destiné aux membres du comité des financeurs dans le cadre du comité départemental des services aux familles ou, s'il n'est pas constitué, du comité de financeurs ad hoc, permet en accord avec les objectifs définis par la convention cadre nationale 2016-2018 sur la médiation familiale et les espaces de rencontre :

- d'examiner l'éligibilité de la demande de conventionnement ;
- de définir le nombre d'Etp à financer par service.

Pour être éligible au conventionnement et au financement partenarial, le service de médiation familiale doit obligatoirement répondre à des catégories de critères nationaux relatifs :

- aux caractéristiques du service (statut des organismes éligibles, architecture du service, locaux, application du barème national, etc.) et à la qualification des médiateurs familiaux (diplôme d'Etat et engagement dans l'analyse de la pratique) ;
- à la nature de l'activité (types de médiations proposées, cadre d'intervention, activités liées à la médiation familiale, implication dans la démarche d'évaluation).

Pour les Caf et les caisses de MSA, l'accord de financement partenarial est finalisé dans une convention de financement d'une durée de trois ans.

1 Caractéristiques des services éligibles

Le statut des organismes gestionnaires éligibles

Les organismes gestionnaires du service de médiation familiale éligibles peuvent être :

- une association ;
- un regroupement d'associations ;
- une collectivité territoriale ;
- une caisse d'allocations familiales¹.

En cas de pluri-activité, l'activité principale du gestionnaire doit être inscrite, à titre principal,

¹ Depuis la mise en place de la prestation de service en 2006, et conformément aux engagements institutionnels, les Caf ne peuvent pas ouvrir de nouveaux services de médiation familiale en gestion directe. Les Caf qui avaient ouvert un service de médiation familiale avant le 1^{er} janvier 2006 sont autorisées à poursuivre.

dans le champ familial, sanitaire, social, ou juridique. Par exemple, une association œuvrant dans le champ de l'animation ou des loisirs à titre principal ne peut être éligible au financement partenarial de la médiation familiale.

Les regroupements de services de médiation familiale sont aussi éligibles au conventionnement et au financement. Dans ce cas, un gestionnaire principal doit être identifié en tant que porteur du projet.

Le projet de service doit notamment se référer aux principes de déontologie de la médiation familiale (tels que définis par le Conseil national consultatif de la médiation familiale³) et s'engager à les respecter.

Si le gestionnaire est une association, l'examen du projet de service de l'association permet de déterminer si les valeurs auxquelles il se réfère sont compatibles avec les principes déontologiques de la médiation familiale, et ce, notamment, afin de prévenir toute dérive sectaire, religieuse, radicale.

L'architecture de base du service⁴

Pour être éligible au financement, un service de médiation familiale doit comporter :

- une fonction d'accueil – secrétariat, clairement identifiée et distincte de la fonction de médiation ;
- une fonction de médiation familiale ;
- une fonction d'encadrement, clairement identifiée et distincte de la fonction de médiation.

Le service doit disposer d'un organigramme comportant les volumes horaires affectés pour chaque professionnel et chaque fonction, y compris dans le cadre du paiement d'un ou des professionnels du service par l'intermédiaire des « chèques emploi associatif » ou d'une mise à disposition de ceux-ci.

La base de calcul d'un Équivalent temps plein est indiquée sur la convention collective ou, à défaut, correspond à un nombre de 1 607 heures travaillées pour un Etp, soit **1 820 heures rémunérées**.

Un service qui ne comporte pas cette architecture de base présentera un projet de développement au terme de la première année de conventionnement et devra l'avoir mis en œuvre au terme de la deuxième année de conventionnement.

Pour toute situation particulière concernant l'architecture du service, le comité compétent (comité des financeurs dans le cadre du comité départemental des services aux familles ou,

³ Les préconisations déontologiques sont rappelées en première partie de ce guide méthodologique. Vous trouverez l'intégralité du guide du CNCMF disponible en annexe.

⁴ Concernant la structuration d'un service, un cadre de référence est disponible en annexe.

s'il n'est pas constitué, comité de financeurs ad hoc) étudiera l'opportunité d'accorder une dérogation. La dérogation sera inscrite sur la notification de conventionnement. Une copie des notifications comportant une dérogation sera envoyée à la Cnaf en vue d'un bilan à l'échelon national.

La fonction de médiation familiale

Un volume horaire minimal

Le service doit proposer une fonction de médiation familiale d'au moins 0,5 Etp.

Ce volume d'activité salariée peut être exercé au sein de plusieurs antennes d'un même service de médiation familiale. Le médiateur familial est lié au service par un contrat qui précise son mode de rémunération (contrat de travail à durée indéterminée, contrat de travail à durée déterminée, contrat de mise à disposition).

La répartition de la fonction de médiation familiale (au moins 0,5 Etp de médiation familiale pour le service) entre plusieurs professionnels diplômés est encouragée, dès lors qu'elle ne fragilise pas la situation des professionnels concernés et qu'elle permet le travail en équipe, la complémentarité des compétences et le partage d'expérience. L'ensemble de ces éléments permet de développer l'usage de bonnes pratiques professionnelles et d'améliorer la qualité du service.

Enfin, les démarches d'évaluation sont un outil permettant de valider la cohérence des pratiques : elles visent à l'amélioration continue des pratiques au service de la qualité des prestations délivrées.

Le diplôme d'Etat de médiateur est obligatoire pour les médiateurs familiaux travaillant dans et pour les services conventionnés.

Le diplôme d'Etat de médiateur familial a été créé par le décret du 2 décembre 2003 et organisé par l'arrêté du 12 février 2004. La circulaire N° 4A/2004/376 de la Direction générale de l'action sociale du ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale et du ministère de la santé et de la protection sociale en date du 30 juillet 2004 apporte les précisions sur l'accès à la formation, son contenu, les modalités de certification et sur la validation des acquis de l'expérience.

Le diplôme d'Etat de médiateur familial est accessible par deux voies distinctes :

1. La réussite d'un examen suite à une formation dispensée par des centres de formation agréés par les DRJSCS. La formation est ouverte aux candidats remplissant l'une des conditions suivantes :
 - justifier d'un diplôme national, au moins de niveau III, mentionné au titre V du livre IV du code de l'action sociale et des familles ou au livre III de la quatrième partie du code de la santé publique ;

- justifier d'un diplôme national, au moins de niveau II, en droit, psychologie ou sociologie délivré par un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel habilité à le délivrer ou par un établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat et autorisé à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

2. Justifier d'un diplôme national au moins de niveau III et de trois années au moins d'expérience professionnelle dans le champ de l'accompagnement familial, social, sanitaire, juridique, éducatif ou psychologique. la présentation de son expérience dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (Vae).

Dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience, le candidat doit établir un dossier rendant compte de ses expériences et le présenter devant un jury qui vérifie si les acquis dont il fait état correspondent bien aux aptitudes et compétences exigées dans le cadre du référentiel du diplôme.

Le dossier de demande de Vae « médiation familiale » est ainsi composé de deux livrets préétablis :

- le livret 1 permettant de vérifier la recevabilité de la demande à partir de conditions administratives précises,
- le livret 2 qui doit permettre de formaliser les acquis de l'expérience à partir des motivations du candidat, de ses expériences, de son parcours de formation, des situations de travail présentées de manière très détaillée.

Aujourd'hui et depuis le 1^{er} janvier 2010, tous les médiateurs familiaux exerçant dans les services conventionnés pour percevoir la prestation de service « médiation familiale » sont obligatoirement titulaires du diplôme d'Etat de médiateur familial. Les certificats d'accréditation délivrés par les centres de formation préexistants ne font pas l'objet d'équivalences avec le diplôme d'Etat de médiateur familial.

Le plan national d'action en faveur du travail social présenté au Conseil des ministres du 21 octobre 2015 et issu des travaux des Etats généraux du travail social organise pour l'avenir l'ancrage des politiques et des pratiques autour de la participation de l'écoute et de l'accompagnement des personnes. Ce plan vise à valoriser les métiers du travail social, à améliorer la qualité de la formation, à renforcer la qualité de l'appareil de formation et à la création d'un corpus commun pour les professionnels du travail social.

L'ensemble des mesures sont progressivement mises en place et seront intégrées en tant que de besoin à ce référentiel.

L'analyse des pratiques professionnelles

Tous les médiateurs familiaux doivent avoir accès à l'analyse des pratiques professionnelles.

Elle est composée de temps d'échanges qui permettent aux professionnels d'interroger la façon dont ils mettent en œuvre leur cadre d'intervention, leur posture professionnelle et de vérifier l'adéquation de leurs pratiques aux principes déontologiques de la médiation familiale (libre consentement des personnes, l'indépendance du médiateur, la neutralité, l'impartialité, la confidentialité).

Il s'agit majoritairement de séances collectives⁵, animées par un professionnel expérimenté et formé à l'animation de groupe d'adultes. Ce professionnel doit être extérieur au gestionnaire du service de médiation familiale.

L'analyse des pratiques professionnelles permet :

- une réflexion sur les pratiques et sur le sens que le professionnel leur confère. Dans un groupe de praticiens, elle permet aussi une confrontation des pratiques entre les professionnels.
- une analyse sur la distanciation nécessaire entre les situations des personnes accueillies et les résonances personnelles.
- une réflexion afin d'aider les praticiens à faciliter la possibilité pour les personnes accueillies de sortir d'impasses relationnelles ou de communication insatisfaisante.

L'analyse des pratiques professionnelles correspond au minimum à 20 heures par an et par médiateur familial, quel que soit son temps de travail. La régularité des séances conditionne une réflexion de qualité sur les pratiques professionnelles.

L'accueil - secrétariat

Un service de médiation familiale doit obligatoirement comporter un temps de travail clairement identifié pour les activités d'accueil – secrétariat. Il est recommandé que le / la secrétaire soit formé(e) spécifiquement à l'accueil du public souhaitant recourir à une médiation familiale.

Le comité départemental des services aux familles ou, s'il n'est pas constitué, le comité de financeurs ad hoc incitera les services à mutualiser le secrétariat avec :

- un autre service de médiation familiale lorsque cela est nécessaire et possible ;
- un autre service de l'association quand celle-ci est pluriactive ;
- une autre association qui œuvre dans le champ de l'accompagnement des familles.

La gestion administrative et l'encadrement

Les temps de gestion administrative, d'encadrement et de coordination sont reconnus dans les activités liées à la médiation familiale.

Ces fonctions comprennent notamment :

- La mise en œuvre et le développement du service de médiation familiale pour lequel le gestionnaire a conventionné ;
- L'animation et la coordination des équipes ;
- Le rendu-compte de l'activité du service ;
- La représentation du service de médiation familiale.

⁵ L'analyse des pratiques professionnelles pourra être mutualisée avec d'autres services.

Un service de médiation familiale doit obligatoirement comporter un temps de travail de gestion et d'encadrement clairement identifié.

Un des médiateurs familiaux de l'équipe peut exercer une fonction d'encadrement. Les temps de travail affectés à la fonction de médiation familiale et d'encadrement doivent alors être clairement identifiés et distingués.

Les locaux

Les locaux doivent permettre de respecter les conditions de confidentialité nécessaires au déroulement des séances de médiation familiale.

Si les locaux ne sont pas affectés au seul usage de la médiation familiale, le service de médiation familiale indique dans le règlement de fonctionnement les autres activités exercées dans les dits locaux, leurs fréquences et les temps spécifiquement réservés à la médiation familiale.

La participation financière des familles

Dans un cadre partenarial national, la branche Famille a mis en place dès 2006 la prestation de service « médiation familiale ». Financée par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole (Ccmsa), cette aide au fonctionnement, destinée à financer les postes de médiateurs familiaux en équivalent temps plein (Etp), a pour objectif de garantir un accès de ces services à tous par la mise en place d'un barème national.

L'information individuelle et/ou collective, comme l'entretien préalable⁶, gratuits pour les familles, sont par conséquent pris en charge par les financeurs de la médiation familiale dans le cadre de son financement public pour favoriser une meilleure accessibilité à la médiation familiale.

Cette phase est une étape importante de la médiation familiale, car elle permet d'informer les personnes accueillies sur le cadre et le processus de la médiation familiale et de recueillir leur adhésion explicite à la démarche ou le refus de s'y engager.

L'application du barème national de participation

Après engagement dans la démarche de médiation familiale, le principe d'un service payant pour les familles est retenu, en adéquation avec les finalités poursuivies par celle-ci. La participation financière de chacune des personnes permet de concrétiser l'engagement dans une démarche acceptée.⁷

⁶ Entretien préalable : échange personnalisé en présence de l'une seulement ou de l'ensemble des personnes concernées par la démarche, qui leur permet de s'engager ou non en toute connaissance dans une médiation familiale. Il peut y avoir plusieurs entretiens préalables pour un même processus de médiation (par ex. : entretien avec chacune des personnes séparément puis en présence de toutes les personnes concernées). Ces entretiens peuvent avoir lieu sur décision du juge ou à la suite d'un contact direct avec le service.

⁷ Un travail va être engagé au niveau national sur la définition des termes liés au processus d'une médiation

Le barème national des participations familiales s'appuie sur le principe du **paiement d'un tarif par séance** avec un taux progressif, en fonction des revenus. La participation familiale s'entend pour chaque personne.

Le médiateur familial prend en considération la situation financière de chaque personne à l'entrée en médiation familiale. La participation familiale peut faire l'objet d'une actualisation en cours de démarche si les revenus des personnes ont changé.

Les ressources à prendre en compte sont indiquées dans le guide annexé au référentiel.

Dans la mesure où le montant de la prestation de service vient en complément des participations familiales, versée par les Caf et les caisses Msa, **l'application du barème suivant s'impose pour les mesures de médiation familiale à compter du 3 avril 2018.**

Pour toutes les mesures de médiation familiale qui auront débutées entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2018, les participations familiales resteront basées sur l'ancien barème (référence guide méthodologique V2 – LC 2010-215).

Ce nouveau barème national entre en application à compter du 3 avril 2018.

Revenu R	Base tarif	De	A
R < RSA socle	2 €	2 €	2 €
RSA socle < R < Smic	5 €	5 €	5 €
Smic < R < 1550	5€ + 0,3% R	8 €	10 €
1551 < R < 2000	5€ + 0,5% R	13 €	15 €
2001 < R < 2500	5€ + 0,8% R	21 €	25 €
2501 < R < 3800	5€ + 1,2% R	35 €	51 €
3801 < R < 5300	5€ + 1,5% R	62 €	85 €
R > 5301	5€ + 1,8% R	100 €	131€ max

Smic net mensuel = 1 153 € en mars 2017.

La participation financière des personnes s'effectue sur l'application de l'arrondi à l'euro le plus proche.

Les revenus seront attestés par une déclaration sur l'honneur précisant leur montant. Un modèle de déclaration de ressource est disponible en annexe. Le **service fournit après paiement un reçu** à chaque personne.

La consignation et la médiation familiale judiciaire :

Rappel : La médiation judiciaire est ordonnée par le juge, à l'audience ou au stade de la mise
familiale.

en état, pour une durée de 3 mois, renouvelable une fois pour la même durée et la date à laquelle l'affaire sera rappelée à l'audience est indiquée dans la décision.

Les frais relatifs aux frais de médiation judiciaire sont prévus par l'article 22-2 de la loi du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative la prise en charge par l'Etat des frais de médiation.

Lorsque les frais de la médiation sont à la charge des parties, celles-ci déterminent librement entre elles leur répartition.

A défaut d'accord, ces frais sont répartis à parts égales, à moins que le juge n'estime qu'une telle répartition est inéquitable au regard de la situation économique des parties.

Le juge fixe le montant de la provision à valoir sur la rémunération du médiateur et désigne la ou les parties qui consigneront la provision dans le délai qu'il détermine à la régie du tribunal. La désignation du médiateur est caduque à défaut de consignation dans le délai et selon les modalités impartis. L'instance est alors poursuivie.

L'aide juridictionnelle et la médiation familiale

L'aide juridictionnelle s'applique à la médiation familiale judiciaire et, depuis le décret du 27 décembre 2016 portant sur diverses dispositions relatives à l'aide juridique⁸, en cas de saisine du juge aux fins d'homologation d'un accord intervenu à l'issue d'une médiation familiale conventionnelle.

La prestation de service n'intervient pas dans le financement des médiations familiales judiciaires lorsqu'elles sont prises en charge par l'aide juridictionnelle.

L'aide juridictionnelle ne prend pas en charge le premier entretien préalable qui n'est pas facturé aux familles.

*** La rétribution du médiateur familial**

Dès lors que l'une des parties bénéficie de l'aide juridictionnelle, totale ou partielle, une rétribution est versée par l'Etat au médiateur familial, en cas de médiation familiale ordonnée par le juge ou en cas de saisine du juge aux fins d'homologations d'un accord intervenu à l'issue d'une médiation familiale conventionnelle⁹.

Cette rétribution est totalement prise en charge au titre de l'aide juridictionnelle pour le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle.

La rétribution du médiateur familial est fixée par le magistrat taxateur après exécution de la mission sur présentation d'un rapport exposant les termes de l'accord et les diligences effectuées (par exemple le nombre de rendez-vous).

⁸ Décret n°2016-1876 du 27 décembre 2016 modifiant le décret n°91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique.

⁹ Article 118-10 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret du 27 décembre 2016.

Ce rapport ne doit pas entrer en contradiction avec l'obligation de confidentialité qui s'impose au médiateur. Il ne doit donc pas révéler le contenu des entretiens.

* **Montant de la rétribution du médiateur familial**

Le montant maximum de la rétribution du médiateur familial est fixé par le magistrat taxateur à :

- 512 € hors taxes lorsque toutes les parties bénéficient de l'aide juridictionnelle ;
- 256 € hors taxes pour chaque partie bénéficiant de l'aide juridictionnelle, dans la limite de 512 € hors taxes pour l'ensemble des parties bénéficiant de l'aide juridictionnelle¹⁰.

Néanmoins, lorsque la médiation familiale est en partie financée par un tiers, la rétribution du médiateur familial relevant de l'aide juridictionnelle fixée par le magistrat taxateur ne peut être supérieure à la part restant à la charge des parties¹¹.

2. Nature de l'activité

Les types de médiations familiales proposées

Les situations suivantes peuvent relever de la médiation familiale :

- Situations de séparation et de divorce ;
- Situations de séparation et/ou de divorce afin de soutenir un exercice partagé des responsabilités parentales permettant aux parents de favoriser le développement et les besoins de l'enfant ;
- Conflits familiaux autour du maintien des relations intra-familiales ;
- Conflits liés aux recompositions dans la famille ;
- Conflits familiaux intergénérationnels entre :
 - ✓ parents et jeunes adultes ;
 - ✓ parents et adolescents¹² ;
 - ✓ grands-parents et parents permettant le maintien des liens entre grands-parents et petits enfants (conflits intergénérationnels) ;
 - ✓ frères et sœurs (fratries) et parents lorsque la perte d'autonomie d'un membre de la famille¹³ nécessite une prise de décision : intervention de tiers au domicile,

¹⁰ Article 118-11 du décret du 19 décembre 1991 modifié.

¹¹ Article 118-12 du décret du 19 décembre 1991 modifié.

¹² La mise en œuvre d'une médiation familiale « parents-adolescents » exige une formation spécifique au préalable. Dans ce cadre, un module de 28 heures est préconisé. Les médiations familiales « parents-adolescents » sollicitées par les conseils départementaux au titre de la protection de l'enfance n'entrent pas dans le champ de financement de la prestation de service de la Branche famille et de la Ccmsa.

¹³ Au même titre que la médiation familiale « parents-adolescents », une formation spécifique doit être réalisée au préalable pour la mise en place d'une médiation familiale portée sur l'accompagnement de la « perte

accueil en établissement, mesure de protection, etc. ;

- ✓ Successions conflictuelles.

Cependant, il convient de préciser que la médiation familiale doit être exclue dans les cas suivants :

- dans le cadre judiciaire : lorsque le juge a des éléments indiquant des pressions ou violences à caractère physique ou psychologique exercées par l'un des parents sur la personne de l'autre (article 373-2-11 du code civil) ;
- dans le cadre judiciaire comme dans le cadre conventionnel : lorsque le médiateur familial a connaissance de violences conjugales. Le médiateur familial orientera le parent victime vers les associations de référence et/ou des professionnels compétents et indiquera le numéro unique « violences femmes info » 3919 ou celui pour les enfants au 119 « Allô Enfance en danger ». En outre, dans le cadre judiciaire, le médiateur familial confronté à une telle situation doit aviser le magistrat mandant. A ce titre, le médiateur familial prévient le juge que les conditions ne sont pas réunies pour rétablir une médiation familiale et/ou l'impossibilité de poursuivre la médiation familiale.

Le cadre d'intervention

Les médiations familiales sont exercées dans un cadre extrajudiciaire et/ou judiciaire en matière civile. Les services proposant exclusivement des médiations familiales judiciaires ne sont pas éligibles à la prestation de service versée par la Caf et les caisses de MSA.

Activités liées à la médiation familiale

Les services proposant cumulativement les activités figurant ci-après peuvent prétendre à un financement :

- Information individuelle et/ou collective en direction du public (MJD, PAD, TGI et autres lieux d'informations) ;
- Séances partenariales d'information collectives « parents après la séparation » en direction du public et des professionnels ;
- Entretien préalable ;
- Séance de médiation familiale¹⁴.

Les autres activités suivantes sont également prises en compte dans le cadre du financement :

- Promotion de la médiation familiale auprès des partenaires locaux (Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents, Point Info Famille, EICCF, PMI, Centres

d'autonomie d'un proche ».

¹⁴ Séance de médiation familiale : Temps d'écoute, d'échange et de médiation qui permet d'aborder les différentes dimensions du conflit et de rechercher des accords mutuellement acceptables. La durée de ces séances est de 1h30 à 2h en moyenne.

sociaux, etc.) et par la sensibilisation de professionnels (travailleurs sociaux, avocats, magistrats, etc.) ;

- Permanences au TGI, MJD, PAD, etc. ;
- Accueil de stagiaires ;
- Actions d'information menées dans le cadre de la formation des médiateurs familiaux ;
- La formation des médiateurs familiaux sous toutes ses formes (formation professionnelle continue, participation aux conférences, débats et participation aux réunions organisées par les associations nationales de représentation de la médiation familiale pour les réseaux de l'APMF et de la FENAMEF notamment).

Des références pour l'activité attendue

La prestation de service (Ps) est destinée à financer des postes de médiateurs familiaux en équivalent temps plein (Etp), elle est donc assortie d'une attente en termes de volume d'activité. L'ensemble des activités décrites au point 2.3 de ce référentiel est attendu.

En ce qui concerne, le nombre de mesures de médiation familiale et le nombre total d'entretiens des références d'activité sont précisées par Etp.

Le volume d'activité minimum par Etp, par an, est fixé à :

- **50** mesures de médiation familiale (terminées ou en cours au 31 décembre de l'année) ;
- **320** « entretiens » par an par Etp. Le nombre d'entretiens comprend :
 - ✓ Les informations individuelles et/ou collectives en direction du public (MJD, PAD, TGI et autres lieux d'informations) ;
 - ✓ Les séances partenariales d'information collectives « parents après la séparation » en direction du public et des professionnels ;
 - ✓ Les entretiens d'informations préalables (entretiens d'information préalables, qu'ils aboutissent ou non à une médiation familiale)
 - ✓ Les séances de médiation familiale ;
 - ✓ Les actions de promotion de la médiation familiale auprès des partenaires locaux (Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents, Point Info Famille, EICCF, PMI, Centres sociaux, etc.) et par la sensibilisation spécifique de professionnels (travailleurs sociaux, avocats, magistrats, etc.) ;
 - ✓ Les permanences au TGI, MJD, PAD, etc.

L'implication dans une démarche d'évaluation

Pour être éligible au conventionnement, le service de médiation familiale doit s'engager dans une démarche d'évaluation comprenant plusieurs étapes (par exemple en mettant en place un questionnaire de satisfaction en lien avec le comité des financeurs dans le cadre du comité départemental des services aux familles ou, s'il n'est pas constitué, du comité de financeurs ad hoc).

Questionnaire annuel d'activité commun à l'ensemble des financeurs

A la fin de chaque exercice, les services doivent fournir les réponses au questionnaire annuel d'activité commun à l'ensemble des financeurs, ainsi que leurs prévisions d'activité pour l'année à venir.

Une évaluation qualitative une fois par période de conventionnement

Le comité départemental des services aux familles ou, lorsqu'il n'est pas constitué, un comité de financeurs ad hoc établira une enquête qualitative dont l'objectif consistera à établir une évaluation des effets de la médiation familiale, laquelle sera conduite une fois par période de conventionnement.

Les critères de qualité

Des critères de qualité déclinés en indicateurs donnent des outils aux comités compétents pour apprécier la qualité du service rendu au-delà des critères d'éligibilité.

Les critères de qualité portent sur :

- la qualité de l'accueil (à travers notamment la mise en place d'un questionnaire de satisfaction à destination des personnes accueillies) ;
- la couverture territoriale ;
- la professionnalisation du service et la formation- sous toutes ces formes;
- la diversification des médiations familiales (médiation intergénérationnelle, liées à un état de dépendance, successions conflictuelles, parents-adolescents, etc.) ;
- la mutualisation des fonctions supports et/ou services selon les organisations locales ;
- l'implication du service dans un travail partenarial sur le territoire d'intervention avec les autres acteurs du soutien à la parentalité, de l'accès au droit et de la justice de proximité.

Ces critères sont détaillés dans la partie « XI. Evaluation quantitative et qualitative » du présent guide méthodologique.

Document de référence : Déclaration de ressources – Attestation sur l'honneur

Guide pour fixer le barème des participations financières :

Les revenus et ressources considérés pour le calcul de la participation financière et arrondies à l'euro le plus proche, sont les suivantes :

- Revenus d'activité,
- Revenus fonciers et de placements qui apparaissent sur l'avis d'imposition
- Indemnités de chômage, pensions (invalidité, compensatoire)
- Indemnités journalières versées par la branche maladie
- Retraites (comprenant les retraites complémentaires)
- Minima sociaux (API/RSA/RSA MAJ /AAH)
- Prime ou versement exceptionnel (lissé sur l'année)
- Pension alimentaire pour l'année en cours : contribution alimentaire entre époux, prestation compensatoire. Elle est ajoutée aux ressources de la personne qui la perçoit et déduite des ressources de celui qui la paye.

Dans les situations de divorce ou de séparation :

- Le montant des prestations familiales sont exclues des revenus
- La contribution à l'éducation et à l'entretien de l'enfant (CEEE, ex-pension alimentaire) versée ou reçue est à exclure des revenus.

Concernant les revenus non soumis au régime des traitements et salaires :

Certains revenus ne peuvent être connus de façon trimestrielle pour l'année en cours, vous devez déclarer un quart des montants figurant sur le dernier avis d'imposition pour :

- Les revenus non-salariés : bénéfice (y compris régime micro), rémunérations des gérants et associés non soumises au régime des traitements et salaires
- Les autres revenus (revenus fonciers, revenus de capitaux et valeurs mobilières, plus-values et gains divers, revenus soumis à prélèvement libératoire y compris indemnités des élus locaux, rentes viagères à titre onéreux, contrat d'épargne handicap, etc....)

Pour les travailleurs indépendants qui ont déclaré un déficit professionnel sur leur dernier avis d'imposition, si la personne est active au moment de l'entrée en médiation familiale, une évaluation forfaitaire des ressources est mise en œuvre. Elle consiste à retenir, pour le trimestre de référence, le quart de l'évaluation forfaitaire réservée aux travailleurs non-salariés.

Le montant s'élève à 1.500 x le Smic en vigueur.

Cadre de référence : l'architecture des services de médiation familiale

L'analyse de l'activité de médiation familiale au niveau national montre une grande diversité dans l'organisation des services et leurs territoires d'intervention. En effet, les services adaptent progressivement leur offre au plus près des lieux de vie des familles, et ceci afin de :

- améliorer l'identification de ces services auprès des familles ;
- faciliter leur accès sur les territoires.

Aussi pour mieux accompagner ces évolutions, il est important de rappeler que les services de médiation familiale doivent obligatoirement comporter, quelles que soient leurs organisations locales, un temps de travail distinct de gestion et d'encadrement. Ces deux fonctions seront organisées au titre des moyens disponibles au sein du service. La mutualisation de ces fonctions peut être envisagée, notamment dans le cas où le service rencontre des difficultés d'organisation et/ou de fonctionnement (effectif restreint par exemple). Il est alors préconisé que cette mutualisation puisse s'inscrire dans un réseau local afin de favoriser le maillage territorial entre les différents acteurs (interconnaissance des professionnels et approche transversale des problématiques locales) et de garantir une cohérence d'intervention au sein des services (mutualisation des outils, des bonnes pratiques, etc.).

A titre de référence, la structuration de ces deux fonctions peut reposer sur un socle minimal à l'ouverture du service de :

- 0,25 Etp pour la fonction d'accueil et de secrétariat ;
- 0,20 Etp pour la fonction d'encadrement.

Ce socle de référence reste modulable en fonction de l'organisation du service et des moyens attribués. Il n'est pas directement proportionnel aux nombres d'ETP, mais tient compte de l'organisation propre de chaque service et de ses contraintes spécifiques.

Dans cette même approche, il est préconisé un socle minimal de référence de 0,25 Etp pour la fonction de médiateur familial à la condition que ce volume d'activité ne fragilise pas la situation des professionnels et que les conditions de travail en équipe soient organisées pour permettre la complémentarité des compétences et le partage d'expérience.